

# Mémoire

**"Le modèle économique dominant déstabilise les sociétés.  
Et la planète. Il est temps de changer." <https://www.earth4all.life/>  
Il est également temps d'instaurer un revenu de base !**

**Mars 2024**

## **Le revenu de base, composante nécessaire d'une transformation socio-écologique et élément clé de la justice climatique**

Le réchauffement climatique et l'exploitation et la destruction continues de la nature sont dus au mode actuel de production et de vie. Il ne tient pas compte de la valeur intrinsèque de la nature et l'utilise comme une simple ressource. De plus, ce mode de production et de vie détruit également la base de l'existence de l'humanité et nuit à la qualité de vie de nombreuses personnes, des générations actuelles et futures. Une transformation sociétale fondamentale du mode de production et de vie est donc nécessaire à la survie de l'humanité.

Ce n'est pas seulement notre planète qui est déstabilisée, mais aussi des sociétés, des régions et des pays. Des conditions socialement et écologiquement injustes prévalent au niveau mondial, qui ont privé et continuent de priver de nombreuses personnes d'une vie dans un environnement intact et de leur part équitable et adéquate de la richesse sociale et naturelle mondiale, y compris nos enfants et les enfants de nos enfants. Les personnes qui ont été défavorisées par le passé et le sont encore aujourd'hui, et qui, sans un véritable changement de cap, seront encore plus touchées par les conséquences écologiques et le changement climatique, à savoir les pays du Sud et les populations les plus pauvres qui n'ont pratiquement pas contribué au changement climatique, sont particulièrement touchées.

### **La transformation sociétale, une nécessité pour la survie, en tant que transformation socio-écologique**

Une transformation sociétale nécessaire à la survie et devant conduire à un mode de production et de vie socialement et écologiquement durable doit, pour les raisons mentionnées, aboutir à un monde et à une société socialement et écologiquement justes. De même, la justice climatique exige que l'ampleur du changement climatique soit minimisée de manière égale pour tou.te.s et que les conséquences du changement climatique soient supportées par les pollueurs. De ce point de vue également, la conception d'un monde et d'une société socialement et écologiquement justes est un impératif catégorique d'une transformation socio-écologique : la justice sociale et la justice écologique sont les deux faces d'une même médaille qui doivent être réalisées simultanément.

## **Un changement fondamental des valeurs est nécessaire**

L'une des causes de la production et de la consommation écologiquement désastreuses qui en découlent est une idéologie de croissance fatale, axées en fin de compte sur le profit et le rendement. Selon ce récit de la politique dominante, la pauvreté et les inégalités sociales devraient être et seraient surmontées par une augmentation de la consommation des ressources naturelles et la destruction de la nature. Cependant, la surexploitation de la nature et sa destruction sont allées et vont de pair avec l'exploitation économique des personnes, l'exploitation économique de l'exercice indu du pouvoir sur les pays pauvres par les pays riches, par les entreprises et leurs actionnaires.

Une transformation socio-écologique doit être orientée vers les besoins de chaque personne ainsi que vers les exigences écologiques fondamentales - et doit arrêter le changement climatique immédiatement. La protection de l'homme et la protection de la nature vont de pair. Il s'agit de valeurs durables, et non de l'accumulation de biens superflus pour maintenir le système de production et de consommation en vigueur.

### **Le revenu de base, composante nécessaire d'une transformation socio-écologique et élément clé de la justice climatique**

Une transformation socio-écologique doit - et nous sommes ici entièrement d'accord avec les scientifiques et les experts du dernier rapport au Club de Rome - permettre à chaque personne, y compris les générations futures, de vivre dans un environnement intact tout en leur accordant une part socialement juste des richesses de la société et de la nature. Pour cette seule raison, il doit s'agir d'une transformation conçue démocratiquement et durablement.

Cette perspective conduit à la question de savoir comment tous les être humains peuvent se voir accorder une part équitable et suffisante des richesses sociales et naturelles. Nous sommes d'avis - également en accord avec les scientifiques et les experts du récent rapport au Club de Rome - qu'un revenu de base pour chaque personne est une forme de cette répartition. Il doit nécessairement s'accompagner d'une redistribution radicale des revenus et des richesses des couches supérieures vers les couches inférieures et moyennes de la société. Ou comme l'ont déclaré les 238 universitaires européens dans une lettre ouverte : Pour résoudre les problèmes sociaux, nous n'avons pas besoin de croissance supplémentaire. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une répartition plus équitable des revenus et des richesses dont nous disposons déjà. Il y en a déjà assez pour tout le monde.

Dans un premier temps, le revenu de base peut également être cofinancé par la taxation de la production et de la consommation non écologiques ou nuisibles au climat. Les recettes de ces taxes sont reversées à tous les membres de la société avec le revenu de base. Cela permet non seulement de freiner la production nuisible au climat, mais aussi de redistribuer les richesses du haut vers le bas, car ce sont souvent les classes les plus riches de la société qui consomment de manière non écologique et qui sont responsables de fortes émissions nuisibles au climat. De même, une redistribution fondamentale dans le budget public ouvre de grandes possibilités d'investissement public dans la production et les services écologiquement durables, dont tous les membres de la société deviennent copropriétaires : Les excédents de cette production seraient alors également utilisés pour cofinancer le revenu de base. La copropriété de tous favoriserait

également la conception démocratique de la production et des services par tous les membres de la société.

Dans une perspective mondiale, pour mettre en place des systèmes de revenu de base dans des pays plus pauvres, il faut (re)distribuer l'argent de pays plus riches et d'entreprises mondiales vers des pays qui ont été historiquement appauvris par les actions des nations plus riches et des entreprises mondiales, et construire une société et une économie socialement et écologiquement durables dans ces pays.

Pour avoir un impact écologique important, le revenu de base doit au moins garantir les besoins fondamentaux et la participation de chaque individu dans la société concernée.

Ce n'est qu'à cette condition que l'on pourra surmonter l'adhésion à l'idéologie de la croissance et l'obligation économique individuelle d'exercer une activité lucrative.

Ce n'est qu'à cette condition que l'on peut espérer un large soutien à l'abandon nécessaire d'une production et d'une consommation écologiquement désastreuses.

Ce n'est qu'à cette condition que l'on pourra minimiser les craintes liées au changement nécessaire et anticiper les avantages d'une production et d'un mode de vie écologiquement et socialement durables.

Ce n'est que si le revenu de base garantit l'existence et la participation sociale de chacun qu'il permettra également aux gens de jouir de la liberté économique et politique, ce qui se traduira à son tour par une gestion démocratique des affaires publiques par le peuple.

La pression politique en faveur de la croissance économique et de la création d'emplois, aussi désastreux soient-ils sur le plan écologique, s'en trouve fortement affaiblie.

Ce n'est que si le revenu de base garantit l'existence et la participation sociale de tous les individus qu'une large participation démocratique de tou.te.s à l'élaboration de la transformation socio-écologique sera possible.

Ce n'est que si le revenu de base garantit l'existence et la participation sociale qu'il permettra également aux travailleur.e.s de réduire radicalement leur temps de travail ou d'empêcher l'allongement du temps de travail par nécessité. Avec un revenu de base qui assure la subsistance et la participation sociale de tou.te.s, chaque personne peut poursuivre des activités sociales, humanitaires, culturelles, artistiques et politiques diverses, chronophages et autodéterminées, au-delà des nécessités économiques individuelles. En effet, une transformation socio-écologique vise une socialisation au-delà du productivisme écologiquement désastreux et du consumérisme individuel - et elle doit le faire.

Le revenu de base est l'une des composantes nécessaires d'un ensemble de politiques mondiales, nationales et régionales pour la transformation socio-écologique. Cela comprend, par exemple, le développement d'une économie écologiquement durable orientée vers le bien commun dans le monde entier, le désendettement des pays pauvres, des relations commerciales et financières mondiales équitables et démocratiques, le développement d'infrastructures et de services publics et sociaux, y compris des soins de santé suffisants pour tous, l'émancipation des femmes, le renforcement des droits des femmes et la répartition équitable du travail entre les sexes, ainsi que

la démocratisation de l'économie et de la société dans tous les domaines. Ces éléments et d'autres encore sont des composantes nécessaires d'une transformation socio-écologique, y compris d'une politique visant à stopper le changement climatique et à surmonter la crise climatique. Ce sont autant de bonnes raisons pour le mouvement du revenu de base, le mouvement écologique, le mouvement féministe et d'autres mouvements sociaux d'unir leurs forces. Luttons ensemble pour un monde dans lequel toutes les personnes peuvent vivre une bonne vie sur une planète saine.

**"Le modèle économique dominant déstabilise les sociétés.  
Et la planète. Il est temps de changer." <https://www.earth4all.life/>  
Il est également temps d'instaurer un revenu de base !**

Traduit de l'anglais par Angelika Gross le 28 novembre 2023, avec l'aide de DeepL

**contact:** Ronald Blaschke, [blaschke@grundeinkommen.de](mailto:blaschke@grundeinkommen.de)

**March 2024, updated August 2024**

**Memorandum supported by following  
persons, organisations and networks**

***Members of BIEN (Basic Income Earth Network)***

*Details of countries, organisations and roles are for information purposes*

**Min Geum**

(Korea, Head of the Institute for Political & Economic Alternatives, Member of the board of the Basic Income Korean Network)

**Dr Sarath Davala**

(India, Chair of the Executive Committee of BIEN)

**Olaf Michael Ostertag**

(Germany, Member of the Executive Committee of BIEN)

**Klaus Sambor**

(Austria, Member of the Round Table Basic Income, of the Network Basic Income and Social Cohesion and of the Attac-group Basic Income)

**Dr Gabriela Cabaña**

(Chile, Department of Anthropology, London School of Economics and Political Science)

**Dr Rafael Pinilla**

(Spain)

**Rev Dr Claudia Haarmann**

(Southern Africa)

**Rev Dr Dirk Haarmann**

(Southern Africa)

**Prof Dr Jason Burke Murphy**

(United States of America, Department of Philosophy, Elms College)

**Prof em Jan Otto Andersson**

(Finland)

**Reinhard Huss**

(United Kingdom)

**Prof em Richard Parncutt**

(Austria)

**Laura Bannister**

(United Kingdom, Executive Director of Equal Right – Economic justice without borders)

**Prof Dr Daniel Raventós**

(Spain, President of the Network Basic Income)

**Prof Dr Toru Yamamori**

(Japan, Dōshisha University, University of Cambridge)

**Prof Dr David Casassas**

(Spain, University Barcelona, Vice-President of the Network Basic Income, Member of the International Advisory Board of BIEN)

**Györgyi Szentpéteri**

(Hungary, Chairman of the First Hungarian Unconditional Basic Income Association)

**Zita Stockwell-Szabadka**

(Hungary, Vice-Chairman of the First Hungarian Unconditional Basic Income Association)

**Lohnné Éva Dobos**

(Hungary, Member of the board of the First Hungarian Unconditional Basic Income Association)

**Evamaria Langer-Dombrady**

(Hungary, Secretary, Coordinator and Founder of the First Hungarian Unconditional Basic Income Association)

**Prof Dr Karl Widerquist**

(United States of America, Prof of Philosophy, Georgetown University-Qatar)

**Bru Laín**

(Spain, Lecturer in Sociology, University of Barcelona, Member of the Basic Income Network)

**Filippo Grisolia**

(Italy, Belgium, Institute of Development Policy, University of Antwerp)

**Tadashi Okanouchi**

(Representative, BIEN Japan)

## ***Other advocates and activists for Basic Income***

*Details of countries, organisations and roles are for information purposes*

### **Ronald Blaschke**

(Germany, Co-Founder and Member of the board of the Network Basic Income, Co-Founder and Member of the Unconditional Basic Income – European Initiative and of the Unconditional Basic Income Europe)

### **Ángel Bravo**

(Spain, Member of Humanists for an Universal Basic Income)

### **Dr Ulrich Schachtschneider**

(Germany, Member of the board of the Unconditional Basic Income Europe)

### **Berta Lago**

(Spain, Coordinator of the Basic Income Observatory of Attac, Member of the board of the Network Basic Income)

### **Branko Gerlič**

(Slovenia)

### **Isobel Frye**

(South Africa, Executive Director of the Social Policy Initiative)

### **Sepp Kusstatscher**

(Italy)

### **Rufino Fernandez Comendador**

(Spain, Member of Humanists for an Universal Basic Income)

### **Leopoldo del Prado**

(Spain, Member of Humanists for an Universal Basic Income)

### **Aija Lasmane**

(Latvia, Member of Unconditional Basic Income – European Initiative, Chairman of the board of the Association "Vecdaugavieši")

### **Dzidra Lasmane**

(Latvia)

### **Uldis Lasmanis**

(Latvia)

### **Ilze Brinkmane**

(Latvia, Member of the board of the Association "Vecdaugavieši")

### **Tatjana Krivenkova**

(Latvia)

**Inta Čiekure**

(Latvia)

**Viveta Kreizer**

(Germany)

**Anita Ļustika**

(Latvia)

**Alberts Ļustiks**

(Latvia)

**Michele Gianella**

(Italy)

**Prof Dr Matthew Johnson**

(United Kingdom, Chair of Citizen's Basic Income Trust)

**Dr Simon Duffy**

(United Kingdom, President of Citizen Network)

**Joanna Poulton**

(United Kingdom, Agroecological Farmer and Founder of the campaign for Basic Income for Farmers in the UK)

**Nicholas Langridge**

(United Kingdom, Department of Social and Policy Sciences, University of Bath)



## **Basic Income Earth Network (BIEN)**



### ***Affiliated Organisations of BIEN***



**Network Basic Income, Germany**



**Basic Income Korean Network**



**Network Basic Income and Social Cohesion – B.I.E.N. Austria**



**Basic Income Network Italy**



**The First Hungarian Unconditional Basic Income Association**



**Association Basic Income, Netherlands**



**India Network for Basic Income**



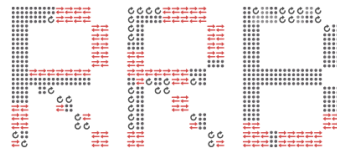
**Social Policy Initiative, South Africa**



**Equal Right, United Kingdom**



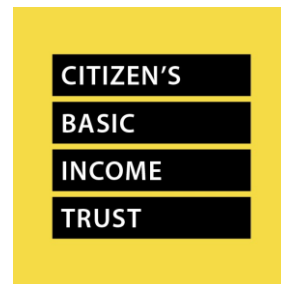
**French Movement of Basic Income**



**Basic Income Network, Spain**

# **BIEN Japan**

**Basic Income Network, Japan**



**Citizen's Basic Income Trust,  
United Kingdom**

## Other Organisations and Networks

**UNCONDITIONAL  
BASIC INCOME**  
EUROPEAN INITIATIVE

Unconditional Basic Income  
European Initiative



Basic Society, Korea



Institute for Political & Economic  
Alternatives, Korea



Humanists for an Universal Basic Income,  
Spain



Round Table Unconditional Basic Income,  
Austria



Basic Income Attac, Austria



Netherlands Network Basic Income



Attac Germany, Working group Enough  
for all



Association The Basic Income,  
Austria



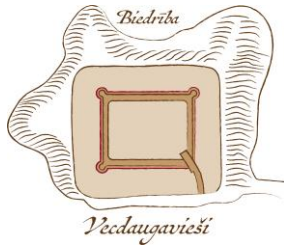
Basic Income Party, Korea



Peace Academy Linz, Austria



Eureka, Network of Activists for  
Unconditional Basic Income, Spain



Association Vecdaugavieši, Latvia



Labournet Germany



Initiative Group Unconditional Basic Income Rhein-Main, Germany



UBI Lab Leeds, United Kingdom



Pirate Party, Germany



Alliance Basic Income, Germany



Trade Union Dialogue Basic Income, Germany



Thuringian for Basic Income, Germany



Association Unconditional Basic Income Harz/Magdeburg, Germany

Col.lectiu Ecologia i Pau



Collective Ecology and Peace, Spain



Citizen Network



Basic Income Observatory, Attac Spain



Kärnten andas, Austria

## Sources

***Earth for All. A Survivalguide for humanity. Report to the Club of Rom.***

<https://www.earth4all.life/> (book 2022, video and so on)

***238 academics call on the European Union and its member states to plan for a post-growth future***

**english:** The Guardian: The EU needs a stability and wellbeing pact, not more growth. 238 academics call on the European Union and its member states to plan for a post-growth future in which

human and ecological wellbeing is prioritised.

<https://www.theguardian.com/politics/2018/sep/16/the-eu-needs-a-stability-and-wellbeing-pact-not-more-growth> (2018)

**deutsch:** der Freitag: Abhängigkeit vom Wirtschaftswachstum beenden!

<https://www.freitag.de/autoren/der-freitag/abhaengigkeit-vom-wirtschaftswachstum-beenden> (2018)

**français:** [Libération](https://www.liberation.fr): Europe : ne plus dépendre de la croissance.

[https://www.liberation.fr/debats/2018/09/16/europe-ne-plus-dependre-de-la-croissance\\_1679117](https://www.liberation.fr/debats/2018/09/16/europe-ne-plus-dependre-de-la-croissance_1679117) (2018)

**contact:** Ronald Blaschke

[blaschke@grundeinkommen.de](mailto:blaschke@grundeinkommen.de)

